



"Parmi mes priorités, je veux lutter contre le "sans-abrisme", insiste Philippe Courard.

■ PYT



Le secrétaire d'état hottonais plaide pour un revenu minimum garanti à l'échelon européen.

■ C.C.

ANALYSE

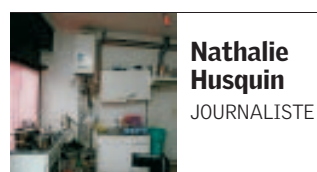
Comment (sur) vivre avec 725 € par mois?

ENTRETIEN:

Philippe Courard
SECRÉTAIRE D'ÉTAT

À PROPOS DES PERSONNES
EN ÉTAT DE PRÉCARITÉ

"Il faut les épauler"



Nathalie Husquin
JOURNALISTE

La pauvreté n'est pas l'apanage des gros centres urbains. Elle est également bien présente en milieu rural. Peut-être ce phénomène de société reste-t-il encore un tout petit peu caché. Parce qu'être pauvre, cela peut rendre honteux. Et qu'il faut veiller coûte que coûte à garder la tête haute, quitte à se passer d'un repas. Quitte à vivre dans le froid. Dans la province de Luxembourg, on estime à 40.000 le nombre de personnes vivant actuellement sous le seuil de pauvreté. C'est beaucoup. D'autant qu'elles ne sont pas les seules à ne plus savoir nouer les deux bouts. En la matière, laissons les chiffres parler. Car aujourd'hui, ils



■ SUDPRESSE

annoncent que désormais plus de 4 % des personnes qui travaillent se retrouvent en situation précaire. Comment, en effet, arriver à tout payer (logement, chauffage, électricité, eau...) avec 725 €/mois (revenu d'intégration sociale) lorsqu'on est un isolé. Comment faire aussi pour sur (vivre) quand le salaire ou la pension dépasse à peine le millier d'euros. Personne n'est pauvre parce qu'il le veut bien. Et il suffit de parfois pas grand-chose pour passer du milieu aisé à celui de la précarité.

Nathalie Husquin
JOURNALISTE

Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, le Hottonais Philippe Courard répond à nos questions. Si vous deviez définir la pauvreté...

La pauvreté est une injustice fondamentale. La personne pauvre ne doit pas être seulement réduite au fait qu'elle n'a pas d'argent. Beaucoup d'entre elles ont du potentiel, des talents. Et il convient de les aider à les exploiter. 650 postes seront créés dans les CPAS pour permettre cet accompagnement. Ce qui me chagrinerait également c'est de voir que les enfants de ces personnes, du fait de leur précarité, ne peuvent s'épanouir dans des conditions optimales. **Justement, pour beaucoup de ces parents, l'accès aux études constitue un espoir. Mais l'école, quoi qu'on en dise est loin d'être gratuite...**

Beaucoup d'actions ont déjà été menées en Communauté française, mais c'est vrai que l'école n'est pas gratuite. Les photocopies, les excursions scolaires, la piscine... tout cela a un coût. Dans un certain nombre d'écoles, l'amicale prend souvent ces coûts en charge. Cela fait toutefois appel à la bonne volonté des gens. J'estime qu'il faut des moyens plus structurels. **Avez-vous débloqué ces moyens?** 4,5 millions d'€ viennent d'être débloqués. Cet argent est à disposition des CPAS. D'une part, il permet le remboursement des frais occasionnés par les écoles de devoir. Les enfants y sont encadrés, suivis... cela peut avoir une influence sur la lutte contre le décrochage scolaire. D'autre part, le CPAS peut aussi intervenir dans le remboursement de l'inscription d'un enfant à un club de sports, à une activité artistique,...

Il n'est toutefois pas toujours aisé, pour une personne en état de précarité de faire valoir ses droits. La lourdeur administrative est souvent mise en avant...

Un contrôle est indispensable. L'argent public ne peut être dépensé n'importe comment. Mais je reconnais qu'actuellement, il devient urgent de simplifier les démarches administratives. Nous

aimerions automatiser les droits. C'est déjà le cas dans certains domaines (soins de santé, statut OMNIO), il faudrait généraliser la pratique. **Trouvez un logement**

décent à prix abordable constitue une autre priorité pour les personnes en situation de précarité. Pensez-vous que le nombre de logements sociaux est actuellement suffisant?

Plutôt que de logements sociaux,

Certaines personnes en état de précarité souhaiteraient que des mesures soient prises à l'encontre de propriétaires peu scrupuleux.

Concernant le montant du loyer, chaque propriétaire reste libre d'en fixer la hauteur. Il est vrai que certains en profitent. Il y a un peu, j'ai pu constater qu'une famille louait un logement insalubre pour 750 €/mois! et ce, à Bastogne. Afin de favoriser l'accès au logement, nous avons mis en place le principe des garanties locatives progressives. Cela donne au locataire le temps de se constituer sa garantie. Mais on constate que sur le terrain, les banques ne jouent pas le jeu. **Dans notre région rurale, la mobilité, on le sait, constitue un frein pour**

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ: ANNÉE EUROPÉENNE

Les trois priorités de Ph. Courard

2010 sera l'année européenne de la lutte contre la pauvreté. Tasha de Vasconcelos a d'ailleurs été désignée comme ambassadrice européenne pour la lutte contre la pauvreté. La Belgique - qui va accéder à la présidence du conseil de l'Union Européenne le 1er juillet - a un rôle à jouer. **"Afin de mener des actions sur le plus long terme, nous nous sommes associés à l'Espagne (présidence actuelle) et à la Hongrie (présidence future)",** commente le Secrétaire d'état Philippe Courard. Trois priorités ont été dégagées:

1 La lutte contre la pauvreté infantile

"J'en fais mon cheval de bataille", affirme Philippe Courard. **L'objectif sera ici d'obtenir une recommandation ou -mieux encore- une directive européenne réclamant une diminution du nombre d'enfants pauvres. Pour y parvenir, des moyens devront être dégagés".**

2 La lutte contre le "sans-abrisme"

Dans ce contexte, un projet "Hope in the stations" vient de démarrer avec la France,



Avec Tasha de Vasconcelos.

l'Italie et l'Allemagne. Dans chaque pays, des gares "pilotes" ont été désignées. En Belgique, ce sera la gare de Bruxelles Central. **"Désormais, on n'y chassera plus les sans-abris. On les accueillera en leur donnant à manger et à boire. Un accompagnement social sera également fourni",** commente le Secrétaire d'état.

3 Instaurer un revenu minimum garanti partout

"Nous allons nous battre pour que les mêmes critères entrent en vigueur partout en Europe," précise Philippe Courard. **Le montant de ce dernier sera fixé en fonction du revenu médian en vigueur dans le pays ciblé".**

N.HN



"Il ne faut pas réduire la personne pauvre au fait qu'elle n'a pas d'argent".

"POUR MOI, LA PAUVRETÉ EST UNE INJUSTICE FONDAMENTALE"

"IL EST URGENT DE SIMPLIFIER LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES"

je préfère parler de logements publics, c'est-à-dire accessibles aux faibles et aux moyens revenus. Car louer devient difficile pour tout le monde, et pas uniquement pour les personnes en état de précarité. Et ici, je dis, "non, il n'y en a pas assez". Si on compare avec d'autres pays européens, on peut voir qu'il y en a bien plus en Angleterre qu'en Belgique, par exemple. **Des pistes?**

Les Agences Immobilières Sociales font de l'excellent travail. Il convient de les développer. La piste vient de libérer un grand nombre de bâtiments. Pourquoi ne pas les aménager pour en faire des logements? Il faudrait également réhabiliter les étages de nombreuses surfaces commerciales des centres-villes.

l'accès au travail...

Oui, mais on ne pourra jamais développer une offre de transports en commun comparable à celle que l'on trouve en milieu urbain. Pour accroître la mobilité, certains projets ont vu le jour. Les bus TEC à la demande, notamment. Peu de personnes y font appel et la formule est déficitaire. La "locomobile", sorte de taxi social, constitue une piste intéressante. La formule est efficace et apporte une solution concrète. Elle reste toutefois coûteuse.

Que pensez-vous de la dégradation générale des conditions de vie?

Cela m'inquiète. Jusqu'il y a un peu, seules les personnes qui ne travaillaient pas se trouvaient en état de précarité. Ce n'est plus le cas maintenant. 4,6% de personnes qui travaillent se trouvent en état de précarité, sans compter de nombreux petits pensionnés. Augmenter les revenus serait une solution, mais cela nécessite plusieurs milliards d'€ qu'il convient de trouver... «